

# Moisson d'avril

---

## Europe. PAC, PAT, PEAD et FEAD

---

JOËLLE KWASCHIN

Le 7 février, l'unité Sport de la direction générale Éducation et Culture de la Commission européenne attirait l'attention du public sur les risques que font courir « le surpoids et l'obésité, ainsi que divers autres états chroniques en résultant (maladies cardiovasculaires, diabète, etc.) ». « Devenus des problèmes majeurs dans les pays européens, ils réduisent la qualité de vie, mettent en danger la vie des citoyens et constituent un fardeau pour les budgets de la santé et l'économie. »

Cette préoccupation n'est pas neuve : les premiers signes annonciateurs de l'augmentation de l'obésité datent du début des années 1990. Dans le cadre du premier programme de promotion en matière de santé (1996-2002), la direction générale Santé et protection des consommateurs mettait en œuvre le projet Eurodiet, qui apportait « les *preuves scientifiques* des bénéfices d'une alimentation équilibrée et d'un mode de vie sain » (souligné dans le texte). En septembre 2006, la même direction élaborait une fiche d'information intitulée « Nutrition et prévention de l'obésité ». « L'obésité parmi les citoyens de l'UE, y compris les enfants, progresse à un rythme alarmant, touchant plus de la moitié de la population adulte de l'Union, un quart des écoliers européens. L'obésité et la surcharge pondérale sont aujourd'hui considérées au titre d'épidémies et grèvent fortement le budget de la santé publique en Europe.

Heureusement, changer de style de vie peut prévenir le pire... »

---

### Un peu de courage politique

---

Pour répondre à un problème d'une telle envergure, une réponse radicale s'impose, c'est le bon sens même, mais comment mettre en pratique une politique volontariste ? La fiche d'information fournit une piste de changement de « style de vie » puisqu'elle relève que « les citoyens européens consomment quotidiennement environ 500 calories de plus qu'il y a quarante ans ». Les Européens mangent donc trop. Voilà qui devrait mettre d'accord tous les nutritionnistes, qui se livrent à de savantes études : le meilleur régime consiste à se nourrir de façon équilibrée (« un peu de tout ») et à se mettre à la diète en réduisant le nombre de calories ingérées, autrement dit, en mangeant moins.

À ce souci de santé publique répond la décision du Conseil européen des 7 et 8 février de diminuer l'aide alimentaire aux plus démunis de 40 %. Pour rappel, depuis 1987, à la demande de Jacques Delors et de Coluche, les stocks d'inventaires issus de la PAC étaient redistribués dans le cadre du Programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD). Ce programme a été transformé en Fonds d'aide aux plus démunis (FEAD) qui dépendra du FSE (Fonds social européen). La diminution du montant de l'aide avait provoqué un tollé parmi les associations caritatives qui la redistribuent. Leur réaction à chaud est naturelle-

ment trop rapide et ne tient pas compte des explications, certes quelque peu lacunaires, fournies par le Conseil. Jean Monet le disait déjà dans ses *Mémoires*, « ce qui fait une bonne décision est la pédagogie, encore la pédagogie, toujours la pédagogie ». Le communiqué du Conseil, si on l'analyse attentivement, est pourtant lumineux. Il a résolu l'épineux problème de la justice distributive, que faut-il réduire ? Le nombre de bénéficiaires ou le nombre de repas ?

#### Lutter contre l'obésité par la solidarité

La fourniture d'un repas sur deux permettra de rencontrer deux objectifs ambitieux : mettre les Européens les plus démunis à la diète — on sait que la pauvreté est obésogène — et assurer la solidarité puisque les bénéficiaires seront plus nombreux et mieux couverts ; en effet, le fonds, outre l'aide alimentaire, s'intéressera également à la distribution de vêtements, à l'aide aux enfants et aux sans-abris. Coluche serait heureux de constater qu'« Aujourd'hui on n'a plus le droit d'avoir faim ou d'avoir froid... » — ce qui par parenthèse était un droit bien discutable —, ni d'être gras.

Ce soutien européen volontariste à l'amaigrissement des pauvres obèses améliorera également leur image d'eux-mêmes. En effet, poursuivent les documents européens, « l'obésité est sévèrement critiquée dans la plupart des pays européens, étant perçue comme une image indésirable du corps humain et comme un manque de caractère. Même les enfants de moins de six ans perçoivent leurs congénères obèses comme des "paresseux, sales, stupides, laids, menteurs et fraudeurs". Les personnes obèses doivent vivre au quotidien avec la discrimination. Les études montrent qu'une jeune femme obèse gagne significativement moins aux États-Unis et en Grande-Bretagne qu'une autre femme de poids normal ou souffrant d'une autre forme de maladie ».

Bruxelles, comme disent les Français, ne néglige aucun effort dans son combat contre la mauvaise alimentation responsable du surpoids. Elle a également décidé d'autoriser à nouveau les farines animales pour nourrir les poissons afin de diminuer les coûts et de soulager la filière aquacole. La réintroduction des « protéines animales transformées (PAT) », dont l'usage avait été interdit au moment de la crise de la vache folle, effective au 1<sup>er</sup> juin pourrait représenter une économie, dans le cas de la truite par exemple, comprise entre 1,5 et 5 % du coût de production total. Les pauvres, les sans-abris et les plus démunis se procureront ainsi à moindre frais du poisson, aliment dont les qualités diététiques ne sont plus à démontrer, ce qui ajouté aux stocks de lasagnes de cheval congelées, dont malheureusement le consommateur se détourne, remplacera avantageusement le beurre de Noël, cette manière un peu rudimentaire d'écouler les surplus de la PAC. ■